RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Baromètre ADEME 2026 : pour une majorité de Français, le changement climatique se vit désormais là où ils habitent

Le 09/11/2026

Après un été 2026 qui a battu des records en termes de température, de sécheresse et de feux de forêts, la 27ème édition du baromètre de l'ADEME sur « Les Français et le changement climatique », montre que les tendances observées ces dernières années se renforcent. L'enquête décrit un changement climatique devenu concret pour une majorité de Français. Ainsi, 55 % déclarent avoir déjà subi ses conséquences sur leur lieu de vie, soit près de deux fois plus en dix ans.

Alors que le gouvernement s'apprête à présenter son Plan pour accélérer l'adaptation de la France au réchauffement climatique, 80 % des personnes interrogées pensent que les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles en France d'ici une cinquantaine d'années, et 91 % d'entre elles pensent que leur territoire devra prendre des mesures importantes dans les prochaines décennies.

Le changement climatique, une réalité vécue

55 % des Français déclarent avoir déjà subi les conséquences du changement climatique là où ils habitent. Ils étaient 28 % en 2014 : la proportion a donc presque doublé en douze ans. Les Français associent en grande majorité spontanément le changement climatique aux conséquences concrètes et palpables qu'ils peuvent directement constater ou subir personnellement, plutôt qu'à des mécanismes scientifiques ou à des enjeux abstraits ou de long terme.

Interrogés pour la première fois sur les territoires qu'ils connaissent bien, les Français disent y avoir constaté une intensification :

- des épisodes de fortes chaleurs (92 %) ;
- des sécheresses (88 %) ;
- des tempêtes, orages violents ou épisodes de grêle (82 %) ;
- des incendies (77 %) ;
- des inondations (68 %).

Quand on leur demande les premiers mots qui leur viennent à l'esprit, 72 % citent des conséquences concrètes, en tête la chaleur et la canicule (51 %). Le changement climatique n'est plus seulement une menace lointaine : c'est une expérience.

Une inquiétude forte et un avenir jugé difficile

L'inquiétude vis-à-vis du changement climatique, très largement majoritaire (82 %, +10pts), devient plus intense puisque 34 % se déclarent désormais « très inquiets » (+7pts).

Face au changement climatique, les Français expriment principalement un sentiment d'impuissance (44%, en tête du classement), mais aussi de l'anxiété (24%), de la peur (20%) ou encore de la colère (18%). Le regard porté sur l'avenir est sombre. 80 % des Français pensent désormais que les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles en France d'ici une cinquantaine d'années, soit 15 points de plus en un an et le niveau le plus élevé (de loin) observé dans la série depuis 2006.

Par ailleurs, près de 7 Français sur 10 considèrent que le changement climatique ne sera pas limité à des niveaux raisonnables d'ici la fin du siècle, le plus haut niveau jamais atteint depuis que la question a été posée en 2014.

Pour autant, les Français accordent du crédit aux scientifiques. Ces derniers représentent, de loin, la source d'information leur inspirant le plus confiance sur les questions liées au changement climatique (63%) et une majorité considère qu'ils évaluent correctement les risques climatiques, (même si une part croissante pense que les scientifiques sous-estiment les risques climatiques, signe d'une inquiétude croissante).

Ainsi, si plus d'un Français sur deux s'estime bien informé sur ces sujets, il n'en demeure pas moins que 77% aimeraient l'être mieux et 52% ne savent pas où trouver des informations fiables.

L'adaptation, un besoin reconnu mais encore peu visible

Les épisodes de canicule de mai, juin et juillet 2026 semblent avoir renforcé, au moins momentanément, la prise de conscience des conséquences à venir du changement climatique.

65 % des personnes interrogées disent parvenir à s'adapter aux effets du changement climatique aujourd'hui, tout en anticipant que ce sera de plus en plus compliqué dans le futur. Tandis que 11% considèrent avoir déjà des difficultés à s'adapter, un chiffre qui augmente parmi les bas revenus et ceux qui déclarent avoir du mal à s'en sortir financièrement (18% vs 7% des hauts revenus).

Neuf Français sur dix pensent que leur territoire devra prendre des mesures importantes pour s'adapter dans les décennies à venir, mais 46 % ne connaissent aucune mesure déjà engagée et seuls 11 % en connaissent et les jugent suffisantes.

Le changement climatique entre aussi dans les réflexions sur l'avenir. 65 % disent qu'il les amène à réfléchir à leur logement, par exemple à des travaux d'isolation. Chez les moins de 35 ans, la moitié dit qu'il les amène à réfléchir à leur projet d'enfant. Et 60 % des 18-24 ans y pensent pour leur orientation professionnelle, contre 39 % de l'ensemble des Français.

Une volonté d'agir : collectivement et de façon juste

Les Français sont disposés à faire plus d'effort pour lutter contre le changement climatique (62 % estiment pouvoir en faire davantage pour réduire leurs émissions), mais ils posent des conditions :

- le prix : 48 % feraient plus si les alternatives coûtaient moins cher, la première condition citée pour faire plus d'efforts ;
- la justice : 69 % n'accepteraient des changements importants de mode de vie que s'ils sont partagés de façon juste ;
- l'exemplarité des autres : 26 % attendent que les entreprises fassent leur part, 23 % que les autres citoyens fassent les mêmes efforts ;
- la preuve : 26 % veulent être sûrs que leurs efforts sont réellement efficaces.

Les freins au changement sont avant tout matériels. Par exemple, 62 % disent ne pas pouvoir passer à un véhicule électrique, ou difficilement.

Pour 68 % des Français, l'action collective (politiques publiques, réglementation, offre des entreprises, infrastructures) est plus efficace que les seuls gestes individuels, cités par 7 %. Et 83 % jugent prioritaires des mesures supplémentaires des pouvoirs publics dans le logement, 78 % dans l'alimentation et 71% dans le numérique.

Enfin, la lutte contre le changement climatique est vue comme porteuse de bénéfices au-delà du climat : améliorer la santé (84 %), renforcer l'indépendance énergétique de la France (82 %), réduire la vulnérabilité des ménages aux hausses des prix de l'énergie (75 %), etc.

Méthodologie de la 27ème vague du baromètre « les Français et le changement climatique »

Le terrain a été réalisé entre le 15 et le 25 juillet 2026 auprès d'un échantillon de 2360 personnes, représentatif de la population française métropolitaine âgée de 15 ans et plus constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe croisé par l'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

Lien étude :

- Les Français et le changement climatique

ADEME
Tél : 01 47 65 20 29
Mél : presse@ademe.fr
Service de Presse

155 bis, Avenue Pierre Brossolette 92541
Montrouge Cedex

L'ADEME EN BREF

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique – partage ses expertises, assure le financement et l'accompagnement de projets de transformation dans des domaines variés : énergie, économie circulaire, décarbonation de l'industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, consommation et production responsables, alimentation durable, bioéconomie, gestion des sols, adaptation au changement climatique et transition juste.

L'ADEME mobilise les citoyens, les entreprises et les territoires pour les aider à progresser vers une société plus sobre en carbone et économe en ressources. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, elle conseille, facilite et soutient les initiatives, de la recherche à la diffusion des solutions.

Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), l'ADEME met également ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.
www.ademe.fr